

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°15175 PORTANT
INTERDICTION DE CIRCULER AVENUE GAMBETTA,
AVENUE GEORGES CLEMENCEAU, RUE ROGER
FRANCOIS, RUE GEORGENTHUM
LE 15 SEPTEMBRE 2024 ENTRE 05H00 ET 20H00**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1 et R411-25 à R 411-28,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 06 août 2024 par laquelle l'**Association des Commerçants et des Artisans de Charentonneau – 10 rue de Bordeaux - 94700 MAISONS-ALFORT**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour l'organisation de la brocante, le 15 septembre 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation de l'avenue Georges Clemenceau, de l'avenue Gambetta, de la rue Roger François, de la rue Georgenthum dans le cadre de l'organisation de la brocante, le 15 septembre 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Le 15 septembre 2024 entre 05h00 et 20h00, pour l'organisation de la brocante la circulation sera interdite :

- **Avenue Georges Clemenceau entre la rue Roger François et la rue Chevreul,**
- **Avenue Gambetta entre la rue Guy Môquet et la rue Victor Basch,**
- **Rue Roger François entre l'avenue Georges Clemenceau et la rue Renard,**
- **Rue Georgenthum.**

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'évènement par les Services Municipaux aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par les Services Municipaux et sera déposée dès la fin de l'évènement.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 06 août 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 12/08/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 13/08/2024